

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité – Dignité – Travail**

\*\*\*\*\*



**16<sup>ième</sup> Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de  
Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique  
Centrale  
(CEEAC)**

**Discours de Son Excellence  
Madame Catherine SAMBA-PANZA,  
Chef de l'Etat de la Transition**

**NDJAMENA le 25 Mai 2015**

- Leurs Excellences Messieurs :
  - IDRIS DEBY ITNO, Président de la République du Tchad et Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale ;
  - Paul BIYA, Président de la République du Cameroun ;
  - Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo, Médiateur International dans la crise Centrafricaine ;
  - Ali BONGO, Président de la République du Gabon,
  - Théodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la République de la GUINEE Equatoriale, Président en exercice de la CEMAC;
  - Edouardo DOS SANTOS, Président de la République d'Angola, Président en exercice de la CIRGL ;
  - Joseph KABILA KANBANGUE, Président de la République Démocratique du Congo ;
  - Paul KAGAME, Président de la République du RWANDA ;
  - Pierre KURU NZINZA, Président de la République du BURUNDI ;
  - Manuel TROA VADA, Président de la République de SAO Tomé e Príncipe ;
- Messieurs les Chefs de Gouvernements et de Délégations ;
- Distingués Participants,
- Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de me retrouver aujourd'hui parmi vous en terre tchadienne, une terre chargée de symboles pour de nombreux Centrafricains comme moi.

Au nom du peuple Centrafricain et de son gouvernement, je tiens à remercier le peuple frère du Tchad pour l'accueil chaleureux et toute l'hospitalité dont moi-même et la délégation qui m'accompagne sommes l'objet depuis notre arrivée à N'Djamena.

Je voudrais surtout exprimer tout particulièrement à mon frère, le Président IDRIS DEBY ITNO, ma sincère reconnaissance pour l'invitation et toute l'attention qu'il a personnellement accordée à ma présence à cette session afin de faire le point sur la situation en République Centrafricaine.

Aussi, il me plaît de saisir cette circonstance solennelle pour exalter les liens historiques et géographiques qui existent entre nos deux pays ainsi que la consanguinité entre nos deux peuples et qui me font éprouver une légitime fierté d'être aujourd'hui en terre Tchadienne.

Au-delà, c'est à tous mes frères et sœurs de l'Afrique Centrale que je tiens à rendre un vibrant hommage et à exprimer ma sincère gratitude pour la chaleur de l'accueil que tous m'ont réservé sans exception et surtout pour la solidarité agissante qu'ils ont spontanément manifestée à l'endroit du peuple Centrafricain dans les moments difficiles. A travers les épreuves que nous vivons en Centrafrique, s'il y a un motif de réconfort sinon de soulagement, c'est sans doute l'accompagnement constant et efficace de nos frères de l'Afrique Centrale qui exprime la communauté de destin qui est la nôtre.

La CEEAC a un rôle clé dans la résolution des crises dans notre région. La menace de la secte islamiste Boko Haram et la réponse courageuse du Tchad et du Cameroun dans leur lutte en est un bel exemple ; de même que la contribution du Cameroun et du Congo au lancement des activités du Centre Régional de Sécurité Maritime en Afrique Centrale (CRESMAC) et du Centre Interrégional de Coordination sont à mettre à l'actif de la CEEAC.

En outre, point n'est besoin de rappeler ici la place qu'occupe notre communauté dans la résolution de la crise en République Centrafricaine comme en témoigne éloquemment le fait que la Médiation Internationale dans cette crise ait été confiée au Président du Congo pour le compte de notre organisation sous régionale.

C'est le lieu de réitérer solennellement au Médiateur International Denis SASSOU NGUESSO la profonde reconnaissance du peuple Centrafricain, de son gouvernement et de moi-même pour sa détermination à ramener la paix et la stabilité en République Centrafricaine.

Excellences, Messieurs les chefs d'Etats et de gouvernements,  
Honorables participants,

Après le Forum de Brazzaville du 23 juillet 2014 qui a abouti à l'accord de cessation des hostilités, la 2<sup>nd</sup>e étape du processus global de réconciliation nationale, à savoir les consultations à la base dans toutes les régions du pays et dans les sites des réfugiés à l'extérieur ont bien eu lieu en janvier et février 2015. Cette occasion unique, soutenue par l'ensemble de nos partenaires, a permis aux centrafricains de s'exprimer librement et de formuler des recommandations pour le Forum National de Bangui.

Ce forum tant souhaité par tous, tenu du 04 au 11 Mai dernier, a été un succès de par l'opportunité offerte à une concertation et à un dialogue franc entre les populations, les forces vives de la Nation, les différents groupes armés et le Gouvernement de Transition. Les axes thématiques retenus portaient sur la Paix et la Sécurité, la Gouvernance, la Justice et la Réconciliation et le Développement économique et social.

Dans un esprit de consensus, des pistes des solutions pour une réconciliation nationale véritable ont pu être identifiées à travers les différents actes qui en sont issus notamment les recommandations et résolutions auxquelles il faut ajouter le pacte républicain et les accords sur le DDRR et la réintégration dans les corps en uniforme.

Pour rompre avec la tradition des accords qui souffrent de mise en œuvre dans mon pays, j'ai veillé personnellement à ce que très rapidement un mécanisme de suivi soit mis en

place de manière consensuelle afin d'asseoir ce nouveau contrat social de valeurs et de cohésion nationale. Ce qui est chose faite depuis 48 heures.

Je saisis cette occasion pour exprimer la gratitude du peuple centrafricain à l'ensemble des partenaires qui se sont engagés d'une manière ou d'une autre pour la tenue de ce grand et important processus de dialogue national.

Tout au long des débats des assises du Forum National de Bangui, un accent particulier a été mis sur l'impunité zéro et la justice. Mais en amont, un important pas a été franchi par l'adoption par le Conseil National de Transition de la loi sur la Cour Pénale Spéciale pour la RCA chargée d'enquêter, d'instruire et de juger les violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commis sur le territoire de la République Centrafricaine, pour que justice soit rendue sur tous les crimes commis contre le peuple centrafricain.

Excellences, Messieurs les chefs d'Etats et de gouvernement,  
Honorables participants,

En ce qui concerne le suivi de la feuille de route de la transition, il me plait de porter à l'attention de votre auguste Assemblée que la proposition de loi constitutionnelle vient d'être soumise au Conseil des Ministres avant l'examen par le Séminaire d'enrichissement.

Aujourd'hui, les actions phares de l'agenda politique de la Transition ont été menées. Mais je ne perds pas de vue que l'ultime aboutissement de la transition reste l'organisation des élections pour un retour à l'ordre constitutionnel. Bien que je me sois engagée et que j'ai fait le serment dans ma profession de foi de respecter la Charte Constitutionnelle de Transition et de ne pas me présenter aux élections présidentielles prévues se tenir avant la fin de l'année 2015, je demeure persuadée de la nécessité d'aller vite aux élections.

J'appelle donc encore une fois les partenaires internationaux à matérialiser tous les engagements pris depuis un an pour mettre concrètement à disposition les moyens nécessaires à l'organisation des élections. J'en appelle aussi à la solidarité des États Membres pour nous appuyer à mobiliser les ressources supplémentaires afin d'assurer l'organisation des élections dans les délais et conditions requis conformément aux recommandations du Forum National de Bangui.

Pour un meilleur suivi, un comité stratégique sur le processus électoral comprenant la communauté internationale se tient régulièrement pour évaluer la progression du travail de l'Autorité Nationale des Elections.

La situation sécuritaire, humanitaire et politique de la République Centrafricaine s'améliore, grâce aux nombreuses initiatives de haut niveau tant au sein de notre Communauté qu'au sein du système des Nations Unies qui ont permis à la République Centrafricaine de continuer d'exister en tant qu'Etat.

Cependant, beaucoup de défis au plan financier attendent la transition actuelle. En substance, l'organisation du Forum dont un budget de 1million de dollars a été présenté aux partenaires au dernier GIC n'a pu obtenir tous les financements promis à ce jour ; le processus électoral souffre toujours d'un gap à combler de 18 millions de dollars. En ce qui concerne le processus de Démobilisation, Réinsertion, Réintégration et Rapatriement besoin d'un financement de 67 millions de dollars. Ajouté à cela une aide budgétaire de 22million de dollars reste à mobiliser pour permettre au Gouvernement de faire face aux dépenses de souveraineté de l'Etat.

C'est pourquoi, je saisis l'osassions de cette tribune pour lancer un appel non seulement à nos frères mais également aux nombreux partenaires rassemblés ici pour redonner de nouveau espoir au peuple Centrafricain qui, dans un sursaut commun a décidé de prendre le chemin de la paix et de la réconciliation.

La mobilisation de notre communauté au chevet de la République Centrafricaine est indispensable au regard des difficultés qui pointent encore à l'horizon de la Transition

Messieurs les Présidents et Chers Frères,

Pour terminer mon propos, je voudrais encore réaffirmer ici l'attachement du peuple Centrafricain à la vision communautaire d'intégration de la CEEAC et rendre un vibrant hommage au dynamisme, à l'ingéniosité et à la sagesse des Présidents successifs de la CEEAC et notamment à l'actuel Président, le Président IDRIS DEBY ITNO qui n'ont ménagé aucun effort pour faire avancer de grands projets communautaires et accélérer le processus d'intégration régionale dans ses différentes dimensions.

Je formule le vœu que la gestion des crises ne fasse pas perdre de vue la problématique du développement durable dans notre sous-région, sachant par ailleurs que l'un des déterminants des crises est justement la pauvreté.

Nous n'avons pas une autre alternative que de passer rapidement à cette étape et nous devons pour cela nécessairement développer les capacités de mettre en commun nos actions et entreprises dans différents secteurs stratégiques.

Par exemple, nous devons avoir à l'esprit la constitution du marché commun africain dont l'échéance est prévue pour l'an 2030 et qui déterminera sans doute le rythme de fonctionnement de nos organisations régionales. Je ne doute pas que nous conjuguerons nos efforts pour préparer ce rendez-vous historique dont dépend grandement l'amélioration significative des conditions de vie de nos populations.

Vive l'Afrique Centrale, Vive la CEEAC.

Je vous remercie.